



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale et départementale  
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Pôle Social Régional  
Service Accueil Hébergement Insertion

**ARRÊTÉ n° DRDJSCS 18- 235**  
**Exercice 2018**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
Vu la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 pour 2018 ;  
Vu le décret n° 2017-1893 du 30 décembre 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 pour 2018 ;  
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;  
Vu le décret n° 2012-1247 du 11 novembre 2012 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
Vu le décret n° 2010-146 du 16 janvier 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret du 11 octobre 2017 nommant M. Stéphane BOUILLON, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;  
Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions thématiques ;  
Vu le décret 2015-1867 du 30 décembre 2015 portant organisation et compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;  
Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à compter du 18 septembre 2017 ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-191 du 1er avril 2016 portant organisation de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-368 du 18 septembre 2017 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Isabelle DELAUNAY ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-369 du 18 septembre 2017 donnant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics ;  
Vu la décision n° 17-84 du 23 mai 2017 portant subdélégation, en matière d'attributions générales des services de la Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Rhône-Alpes ;  
Vu la décision N° 17-246 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique financière de l'Etat – CHORUS-OSIRIS  
Vu la demande de subvention présentée le 23 juillet 2018 par l'association : Union régionale pour l'habitat des jeunes (URHAJ)

**ARRETE :**

**Article 1 :**

Une subvention d'un montant total de **10 000 € (dix mille euros)** est accordée au bénéficiaire ci-dessous désigné :  
Bénéficiaire : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Auvergne-Rhône-Alpes (URHAJ)  
Adresse : 245 rue Duguesclin 69003 Lyon  
N° SIRET : 31828864400053

La présente subvention est destinée à soutenir l'action dénommée « appui à la coordination régionale et à la construction d'une connaissance partagée du logement des jeunes en Auvergne-Rhône-Alpes ».

## ARRETE :

### Article 1 :

Une subvention d'un montant total de **10 000 € (dix mille euros)** est accordée au bénéficiaire ci-dessous désigné :

Bénéficiaire : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Auvergne-Rhône-Alpes (URHAJ)

Adresse : 245 rue Duguesclin 69003 Lyon

N° SIRET : 31828864400053

La présente subvention est destinée à soutenir l'action dénommée « appui à la coordination régionale et à la construction d'une connaissance partagée du logement des jeunes en Auvergne-Rhône-Alpes ».

Celle-ci a pour objet :

- Contribuer à l'animation de la CRFJT : présentation d'une synthèse régionale de l'activité des RS-FJT, présentation de fiches départementales, permettant de mesurer l'activité FJT sur le territoire, les caractéristiques et l'évolution du public, présentation d'une thématique annuelle (cette année, les RH des RS-FJT)

- Participer à l'animation des comités de pilotage régionaux AMI – Accord Cadre en faisant un reporting des opérations et en travaillant en synergie avec les acteurs des territoires et les instances.

- Travailler en lien avec la DRJSCS sur l'animation du SI-SIAO auprès des adhérents du réseau Habitat Jeunes.

L'action se déroule du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018.

L'association produira à l'issue de l'action un bilan quantitatif et qualitatif de l'action conduite.

La dépense est imputée sur les crédits du programme 177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables », « Conduite et animation des politiques de l'hébergement et de l'inclusion sociale », action 14, code activité 017701081460, catégorie produit 12.02.01, domaine fonctionnel 0177-14-06.

### Article 2 :

La dépense est imputée sur les crédits du programme 177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables », « Conduite et animation des politiques de l'hébergement et de l'inclusion sociale », action 14, code activité 017701081460, catégorie produit 12.02.01, domaine fonctionnel 0177-14-06.

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique, dès notification du présent arrêté sur :

Le compte ouvert au nom de : **URHAJ**

Nom de la Banque : Crédit Coopératif

Code établissement : 42559

Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08015316427

Clé RIB : 28

### Article 3 :

L'emploi de la subvention est soumis au contrôle de l'Etat, dans les conditions du droit commun applicable en matière de contrôle des associations bénéficiaires de financements publics. Le bénéficiaire adressera un compte-rendu d'utilisation des crédits alloués, au plus tard dans les 6 mois après l'échéance de l'action mentionnée à l'article premier ; ce compte rendu comportera les principales rubriques en charge et en ressources.

Les dépenses à prendre en considération pour l'élaboration du compte-rendu financier comprennent tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action subventionnée et le cas échéant, les coûts indirects, conformément au budget prévisionnel figurant au dossier de demande de subvention présenté par l'association.

L'organisme s'engage à :

- Faciliter le contrôle de la réalisation de l'action et de l'emploi de la subvention, par les services déconcentrés des ministères de l'égalité des territoires et du logement, et des affaires sociales et de la santé, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

- En cas de non-exécution de l'action ou d'emploi de la subvention à d'autres fins que celles décrites à l'article premier ou de manquement aux dispositions de l'article 3, le bénéficiaire sera tenu de reverser la totalité de la subvention. En cas d'exécution partielle le reversement sera dû proportionnellement.

**Article 4 :**

Tout litige relatif à la subvention sera porté devant le Tribunal Administratif.

**Article 5 :**

Monsieur le directeur régional des finances publiques, le secrétaire général pour les affaires régionales et la directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

A Lyon, le

**18 SEP. 2018**

La Directrice Régionale et Départementale  
de la Jeunesse, des Sports et de  
la Cohésion Sociale

Isabelle DELAUNAY